



UNIVERSITÉ DE GUYANE

Campus de Troubiran

2091 route de Baduel 97337 Cayenne Cedex France

Site web

<https://www.univ-guyane.fr/>

Téléphone

05 94 29 99 73



DE GUYANE ET D'AILLEURS

Dynamiques socioculturelles et institutionnelles



13 & 14 octobre
Amphi A
Université de Guyane
Cayenne

15 & 16 octobre
St Georges
& Oiapoque

2025



DE GUYANE ET D'AILLEURS

Dynamiques socioculturelles et institutionnelles

Synthèse :

Les réalités familiales en Guyane et leurs dynamiques socioculturelles appellent une connaissance pluridisciplinaire la plus approfondie possible. Cette exigence scientifique partagée répond aussi à une demande sociale pressante émanant d'acteurs de terrain souhaitant disposer d'analyses plurielles susceptibles de mettre au jour les modes de structuration des conduites et les configurations sociofamiliales et socialisatrices des populations et des individus.

En effet, si nous disposons de certains repères sociodémographiques relatifs à la précarité sociale, l'importance de la monoparentalité sur le territoire, des indices sur une parentalité difficile, le sens, les déterminants et les implications de ces réalités sont loin d'être suffisamment appréhendés.

Quelles sont les transformations familiales qui sont à l'oeuvre ? Comment ces mutations organisent-elles les relations intrafamiliales ? Quelles en sont les incidences sociales ? Sont-elles des facteurs de vulnérabilité dans les liens familiaux ? Comment les politiques publiques appréhendent ces mutations familiales ? Comment penser l'intervention sociale ? Comment les pratiques professionnelles accompagnent les familles dans ces évolutions ?

Comité d'organisation :

Erika BERANGER, Christian CECILE,
Nathalie DAYRE, Abdelhak QRIBI,
François REZKI

Mail contact :

colloquefamille2025@univguyane.fr

Téléphone :

0694222668 ou 0694436665

Crédit photos : freepik / Istockphoto / Laëtitia Dugat

Réalisation maquette : www.mkt4.com

Le colloque envisage de réunir chercheurs, professionnels et acteurs institutionnels autour de trois axes de réflexion :

Le premier axe concerne la pluralité des configurations familiales et des arrangements relationnels.

Il vise l'identification des formes que prennent les groupes familiaux en rapport avec la diversité culturelle, les déterminants socio-économiques, la mobilité géographique et la dimension historique.

Le deuxième axe concerne la diversité des modes de socialisation familiale considérée comme la matrice de développement des individus.

La discontinuité entre les sollicitations socialisatrices (famille et école par exemple) et leur gestion par les jeunes et les familles et les multiples institutions avec lesquelles ils interagissent, retiennent l'attention.

Le troisième axe se centre sur les familles face aux institutions et les professionnels en prise avec les vulnérabilités et la diversité.

Il vise la description et l'analyse d'expériences d'interactions entrant dans ce cadre.

Il s'interroge sur les conditions institutionnelles et professionnelles les plus favorables pour construire les étayages les plus pertinents au regard des vulnérabilités les plus prégnantes sur le territoire.

**13 & 14
octobre 2025**

Amphi A
Université
de Guyane
Cayenne

**15 & 16
octobre 2025**

St Georges
& Oiapoque



Colloque

Familles de Guyane et d'ailleurs : dynamiques socioculturelles & institutionnelles

Par Abdelhak Qribi & François Rezki

L'objectif des sciences humaines et sociales consiste d'abord à apporter la connaissance la plus rationnelle et la plus précise possible des dynamiques sociales et des conduites humaines à un moment donné de l'histoire. Mais ce travail d'élucidation du monde a aussi une vertu sociale dans la mesure où il permet d'éclairer les hommes et femmes chargés de la gestion des affaires de la cité à appréhender la complexité des phénomènes et opérer les choix les plus pertinents au regard des finalités de la réduction des inégalités sociales et la conception de ressources et d'étayages adaptés aux multiples vulnérabilités auxquelles sont confrontés individus et familles.

Or, en matière de connaissance des dynamiques sociales sur le territoire guyanais, un constat s'impose : en dépit de leur importance cruciale comme foyer de développement global des individus, jeunes et moins jeunes, la famille et les familles demeurent trop peu étudiées et donc véritablement peu connues. Inscrites dans une dynamique socio-historique en évolution, elles connaissent des restructurations relationnelles internes (relations interpersonnelles entre les membres du groupe) et externes (rapports aux environnements) d'importance considérable. Relevant d'une pluralité de microsystèmes, elles appellent des niveaux d'analyses variables. Une telle complexité et une telle multidimensionalité appellent de facto une approche pluridisciplinaire. Et c'est à ce besoin que le colloque vise

à répondre, sachant pertinemment que si nous parvenons à défricher le champ et à semer quelques germes de savoirs dans un univers de pratiques socio familiales d'une diversité extraordinaire en rapport avec la diversité des populations aux histoires et ancrages culturels multiples, nous aurons accompli un premier pas qui ouvrirait, telle est du moins l'ambition, des perspectives de pensée et d'action, en phase avec les réalités du terrain et les besoins de protection, d'émancipation et de développement des groupes et des individus.



Quelques données de base

Les dernières données statistiques de l'INSEE font état d'une démographie atteignant au premier janvier 2022 les 301099 individus.

De l'ordre de 2.1%, la croissance soutenue est beaucoup plus portée par un solde naturel que par un solde migratoire.

Cette population se distingue également par sa jeunesse puisqu'un individu sur deux est âgé de moins de 25 ans.

Elle est également marquée par un fort taux de précarité dans la mesure où une personne sur deux vit sous le seuil de pauvreté et un tiers des familles monoparentales se trouvent en situation de grande pauvreté.

Le niveau d'éducation de la population reste préoccupant puisque, toujours selon l'INSEE, «la moitié des personnes n'ont pas ou peu de diplôme»(2022). Le taux de chômage, demeure élevé et concerne quatre guyanais sur dix.

Les besoins en logements sociaux, mais aussi en infrastructures éducatives, sanitaires, médico-sociales et en ressources humaines qualifiées sont considérables. Certaines communes isolées, accessibles uniquement en pirogue et/ou par voie aérienne, notamment à l'est et à l'ouest, sont particulièrement désavantagées dans leur accès aux soins, à l'éducation et à d'autres services comparées aux communes du littoral.

Le niveau élevé du coût de la vie, les difficultés d'accès aux droits fondamentaux et l'exacerbation des inégalités so-

ciales et des violences multiples qui en découlent (dont la délinquance n'est que la partie visible) produisent une frustration considérable que le slogan du mouvement social de 2017 a résumé de façon simple avec les mots «Nou bon ké sa!» («On en a marre!») et que le mot d'ordre politique de «ratrapage structurel» a traduit comme revendication.

Effectivement, le retard de développement est notoire : la Guyane occupe le 73^{ème} rang au niveau de l'Indice de Développement Humain, là où la France occupe la 20^{ème} place en 2010.

En ce qui concerne les réalités familiales, sur 65266 familles recensées au sens de l'INSEE, 37,7% sont constituées d'un couple avec enfants et près de 45% sont représentées par des familles monoparentales dont le chef, dans l'immense majorité, est une femme.

Mais, ces faits gagnent à être mieux analysés, car la monoparentalité en Guyane revêt des significations qui contrastent avec les représentations dominantes eurocentrées et les modalités de faire famille, l'ethnologie nous l'a bien appris, sont loin d'être universelles.

Les monoparentalités ne suivent pas ici une rupture de vie de couple, mais «procèdent souvent de la naissance d'un enfant hors union» (HCFEA, 2022).

La fécondité dans ce contexte demeure importante et l'idéal de la famille nombreuse reste prégnant. Les familles ayant trois enfants et plus s'élèvent à plus de 27%. Le nombre de grossesses précoces (moins de 20 ans) reste élevé, il représente 11% des naissances et concerne une femme sur quatre. Le recours à l'IVG chez les mineures est quatre fois supérieur qu'en hexagone.

Remarquons aussi que le statut conjugal privilégié dans ce contexte demeure «l'union libre»; il concerne plus de 50% de couples et le taux de non-reconnaissance officielle des enfants par les pères demeure considérable et atteint 68% (Marie et Antoine, 2022). La solidarité familiale jouant un rôle considérable, il est fréquent que la grand-mère ne se limite pas à une simple aide ponctuelle portée à ses petits-enfants, mais va jusqu'à se substituer à sa fille dans l'exercice des fonctions matérielles et éducatives.

Pluralité de configurations familiales et arrangements

Dans la suite des données socio-démographiques de base, rappelons un fait crucial constitutif de la société guyanaise, à savoir son caractère multilingue et multiculturel. Outre la présence historique des Amérindiens, des Créoles descendants de l'esclavage en Guyane et des Businenges issus du mouvement de marronnage dans le contexte des plantations esclavagistes de la Guyane hollandaises voisine, l'immigration a constitué un apport majeur dans la dynamique démographique du pays.

Durant les sept dernières décennies elle a fait multiplier la population par sept. Sans énumérer de façon exhaustive toutes les composantes migratoires, soulignons que la porosité des frontières, les opportunités de travail, la position relativement privilégiée du territoire dans son environnement régional, ... ont favorisé une immigration variée venue des pays voisins et au-delà.

La part de la population étrangère régulière représente aujourd'hui 44% de la population dont plus de 80 % est constitué de brésiliens, surinamais et haïtiens.

Cet enracinement migratoire constitue un trait structurel de la société à telle enseigne que près de $\frac{3}{4}$ «des personnes nées et vivant en Guyane en 2010 sont – à une ou deux générations d'écart – des descendants d'immigrants» (Marie, 2014). Le nombre de migrants en situation irrégulière demeure, quant à lui, difficile à déterminer sachant que des défaillances dans la déclaration d'état civil sur le Maroni notamment (Benoit, 2018), la politique restrictive en matière d'octroi de l'asile politique ou de régularisation le fait inévitablement accroître.

Les estimations peuvent aller de 30 000 à 80 000 individus (Sénat, 2011).

Cette mosaïque populationnelle aux ancrages culturels multiples se traduit par des modes de vie très variables et des manières multiples de «faire famille». Le métissage s'opère de manière évidente au sein des unions mixtes, réalité prépondérante en Guyane (Temporal et Serge, 2014).

Mais fait tout aussi remarquable, l'interculturalité opérant de manière plus diffuse à travers la rencontre d'une pluralité de modèles et idéaux de vie complexifie les conduites et les biographies, et ouvre la voie aux questionnements, aux conflits et aux positionnements dans une dynamique intra et intergénérationnelle (Guerraoui et Reveyrand Coulon, 2011). Sans négliger l'importance des socialisa-

tions primaires, il est fort à parier que dans un tel contexte où les influences se diversifient dès le plus jeune âge, le rapport individu-culture tendrait à s'inverser faisant de ces dernières des matériaux à la disposition d'acteurs disposant d'une marge de liberté, capables d'élire leurs héritages et construire leurs propres formules culturelles.

En conséquence, le «faire famille» se présente sous le signe de la diversité et les modèles, identifiés dans leurs grandes lignes et caractéristiques, demeurent marqués du sceau de la créativité. Les politiques familiales et les pratiques professionnelles en direction des familles s'en trouveront inmanquablement impactées.





Deux configurations ouvertes aux accommodements divers peuvent illustrer, à titre d'exemples, ces dynamiques : la première est observable chez les Bushinenges et plus précisément chez les Ndjuka, la seconde concerne une forme familiale particulière dite matrifocale.

Pour ce qui est du premier cas, à l'origine, le mariage chez les Ndjuka est une institution codifiée par la tradition. La division des rôles entre époux et les devoirs respectifs sont clairement établis et la polygamie tout à fait admise. Mais dans le contexte migratoire de Saint-Laurent du Maroni ou de Mana, la donne change (Jolivet, Vernon, 2013).

Sous l'influence du modèle occidental et du droit français, bien des femmes paraissent hostiles à la polygamie sur le principe, tout en admettant qu'une

telle contrainte est incontournable pour un homme. Sur le plan de l'éducation et de la responsabilité parentale, le choc entre le droit français et le droit coutumier perturbe l'ordre traditionnel.

Ainsi, là où le premier affirme la responsabilité conjointe des deux parents dans le cadre d'une évolution sociale marquée par « une tension entre les « je » individuels et les « nous » conjugal et familial » (De Singly, 2023) conduisant à une dissociation entre couple conjugal et couple parental et consacrant l'indéfectibilité du lien entre l'enfant et ses deux parents (Marquet, 2010, Théry et Leroyer, 2014), le second affirme la responsabilité maternelle reliée à l'autorité du matrilignage.

Le règlement de conflits tels que l'abus sexuel oscille également entre le dépôt de plainte à la gendarmerie et le recours aux usages coutumiers.

Le second cas porte sur la famille matrifocale en tant que mode d'organisation familiale plaçant la mère au centre de la dynamique familiale et le père, pour ainsi dire, à la périphérie.

Sans revenir sur les interprétations relatives aux origines de cette configuration entre les influences africaine et les traumatismes de l'esclavage et la dépossession de l'homme de la filiation paternelle (Mulot, 2013), la question de son appropriation ou de son rejet est posée. La critique féminine de son aspect inégalitaire et la dénonciation de la dimension sacrificielle de la figure de la femme « potomitan » chez les jeunes générations est perceptible (Lefaucheur, 2018).

Le multipartenariat, sériel ou successif chez la femme, et concomitant chez l'homme, motivé chez l'une par la valeur de « respectabilité » et chez l'autre par



celle de « virilité » et de « réputation » ne jouit plus, ou moins, d'une bonne image. Ses effets sur les relations familiales gagnent à être élucidés (Lefaucheur et Brown, 2011). Toujours est-il, les significations et stratégies sous-jacentes aux pratiques actuelles dans ce champ d'une « monoparentalité guyanaise » assez prégnante méritent encore des éclaircissements au plus près des constructions culturelles, des subjectivités, des parcours conjugaux, des aspirations des sujets ainsi que ces implications sur le développement socio-affectif des enfants.

Les politiques sociales et les actions socio-éducatives face à la diversité et aux vulnérabilités

Si la Guyane a accédé au statut de département en 1946 pour la partie littorale, le reste du territoire guyanais ne sera inclus dans un tel statut qu'en 1969. L'accès aux droits sociaux a connu aussi un décalage temporaire. C'est au début des années 1970 que les Caisses d'Allocations Familiales ont été étendues aux DROM. Des montants d'allocation minorés par rapport à ceux en vigueur dans l'Hexagone ont été établis par le législateur. Mais des évolutions ont permis, notamment à partir des années 2000, de gommer les principales différences et les deux ou trois années à venir constitueraient un horizon de convergence (Donné, 2014).

Aujourd'hui, les prestations versées par la CAF demeurent, en dépit de leur non-adéquation avec le coût de la vie, d'une ampleur considérable. Ainsi, à titre indicatif, et en corrélation avec les

réalités évoquées plus haut, sept familles sur dix sont bénéficiaires de prestations sociales et trois familles sur dix, notamment monoparentales, en dépendent intégralement. La part consacrée à l'enfance et à la jeunesse est conséquente. Celle destinée au logement l'est également. Mais le parc social reste en tension, la sur-occupation et l'inconfort sont assez répandus et l'habitat informel ou spontané présent sur l'ensemble du territoire allant jusqu'à atteindre 36% des logements à Saint Laurent du Maroni (Léobal, 2021). Il est préoccupant de constater en ce sens que 15% de la population globale n'a pas accès à l'eau potable (Unicef, 2023). La très grande précarité des familles en situation irrégulière est souvent passée sous silence. Considérées comme « illégitimes », leur exclusion des prestations sociales renforce leur vulnérabilité et les condamne à vivre de la débrouille (Qribi et Chapelon, 2018). L'action sociale sous ses multiples formes et dans la diversité de ses initiateurs institutionnels et ses porteurs associatifs et institutionnels contribue inévitablement à jouer le rôle d'un amor-

tisseur social, mais bien des besoins de base demeurent non satisfaits.

À cet égard, la crise sanitaire de la COVID a représenté un miroir grossissant de difficultés de vie déjà bien ancrées. L'obligation de respect des mesures sanitaires a mis de nombreux parents travaillant dans le secteur informel en difficulté de survie. Dans certains quartiers précaires de Cayenne, c'est une véritable sous-alimentation qui a été observée avec des carences affectant la santé des enfants de manière potentiellement irréversible (Hubert et al, 2023).

Sur le plan éducatif, le système scolaire se trouve confronté à des problèmes à la fois d'ordre quantitatif que qualitatif. En effet, quand la France occupe le 27^{ème} rang mondial selon l'indice du développement humain appliqué à l'éducation, la Guyane occupe la 123^{ème} place (Sudrie, 2013). La problématique de l'adaptation de l'offre scolaire aux particularités linguistiques et culturelles du territoire reste centrale. La non-scolarisation de près de 13000 enfants ne semble pas avoir trouvé de réponse (Beriet et al, 2021). Le nombre d'enfants éloignés de leur famille

en raison de l'absence d'établissements scolaires et de structures socio-éducatives de proximité est également préoccupant (Défenseur de Droits, 2023). La situation des jeunes Amérindiens et des Bushinenges dans les sites géographiquement enclavés en est une illustration.

Le système de protection de l'enfance, axe majeur dans les compétences de la Collectivité territoriale de Guyane, souffre également d'insuffisances identifiées. Le sous dimensionnement des services, les besoins en ressources humaines qualifiées, le turn-over des professionnels, la saturation des familles d'accueil en sont quelques aspects. La qualité de prise en charge et les droits des enfants et des familles s'en trouvent inévitablement impactés.

Les questions relatives à la qualité des pratiques professionnelles et institutionnelles en termes d'accueil et d'accompagnement, en rapport à la fois avec la pression des besoins et la diversité culturelle, deviennent alors déterminantes dans le devenir des jeunes et des familles.



Axes du colloque

La pluralité des configurations familiales et des arrangements relationnels

1

Si les mutations de la famille contemporaine et la diversité de ses formes ont bien été actées par la sociologie et par le droit dans la France Hexagonale, les réalités familiales des Outre-mer et de la Guyane plus particulièrement demeurent peu étudiées.

Certes, les statistiques offrent des repères fort utiles, mais l'identification des formes que prennent les groupes familiaux en rapport avec la diversité culturelle, les déterminants socio-économiques, la mobilité géographique et la dimension historique reste à entreprendre ou à approfondir.

Quelles sont les configurations familiales qu'on peut identifier dans le contexte de l'étude ? Dans cette perspective, et au-delà des statistiques, la compréhension

qualitative attentive au sens des conduites et à la créativité des hommes et de femmes nous paraît centrale.

Au-delà des catégorisations standardisées, la prise en compte des phénomènes de métissage et de rencontres interethniques (Qribi, 2021), des arrangements relationnels négociés sur fond de configurations plus ou moins stabilisées, des stratégies d'acteurs et des dynamiques identitaires nous paraît pertinente.

Des approches comparatives des configurations familiales et des arrangements relationnels propres aux dynamiques guyanaises d'une part, et des dynamiques dans les Outre-mer, antillais, par exemple, d'autre part, pourraient s'avérer instructives.



La diversité des modes de socialisation familiale

2

La socialisation familiale représente la matrice fondamentale du développement des jeunes. Elle désigne les multiples interactions à l'intérieur de l'espace familial et leurs effets sur la formation des individus.

Les contacts corporels, les interactions langagières, les rituels, ... sont autant de faits qui entrent dans ce cadre (Thin, 2008).

Or ces pratiques n'étant pas universelles, l'appréhension de leur diversité en rapport avec des ethnothéories de l'éducation (selon le genre par exemple) plongeant leurs racines dans des croyances et des trames de pensée liées à des héritages culturels, mais aussi à des entrecroisements de sources d'influences sont à entreprendre dans ce contexte d'étude (Ali, 2023).

Dépassant une approche ethnocentrique de la famille réduite au couple et aux enfants, la réflexion peut porter sur les effets éducatifs d'une socialisation qui intègre bien d'autres membres de la famille et qui peuvent se situer à l'extérieur de l'espace foyer ainsi que d'autres

sources d'influences. La radicalité rééducative des « homes indiens » arrachant les enfants à leur famille dans le but de les évangéliser et de les franciser en est un exemple historique (Ferrarini, 2023). Mais l'exil scolaire actuel de nombreux enfants/élèves des sites isolés vers des espaces dotés de collège et de lycée est aussi une réalité qui impacte considérablement le lien familial et communautaire.

Comment penser un « soutien à la parentalité » véritablement en phase avec les réalités spécifiques des populations du territoire ? Dans une vision globale intégrant l'école notamment, la diversité observée pose aussi la question des continuités et discontinuités entre sollicitations socialisatrices et leur gestion par les jeunes et les familles et les multiples institutions avec lesquelles ils interagissent. Quelles en sont les formes et tensions éventuelles et quels en sont les effets sur le développement des jeunes ?

Comment penser une éducation émancipatrice dans un contexte de diversité linguistique et culturelle ?

Les familles face aux institutions et les professionnels en prise avec les vulnérabilités et la diversité

3

Assez large au niveau des champs d'application, ce volet intéresse de manière plus directe les politiques publiques, l'action sociale, l'animation, socio-éducative et médico-sociale auprès des jeunes et des familles.

Compte tenu de l'ampleur des vulnérabilités, la problématisation portera sur des objets significatifs portant essentiellement sur le soutien à la parentalité, la protection de l'enfance, les violences de genre et les discriminations à l'égard des femmes.

Sans négliger les effets préjudiciables de la grande pauvreté sur l'insécurité familiale et sur le développement global de l'enfant (Zaouche Gaudron, 2017), la confrontation aux différences de modèles culturels met aussi bien enfants, parents que professionnels face à des difficultés pour penser les conduites à adopter dans la perspective de régulation de leurs interactions de la manière la plus judicieuse tant pour l'économie psychosociale familiale que pour le développement de l'enfant.

Il en est ainsi, à titre d'exemple, de la question de l'introduction du père en matière d'autorité, centrale aux yeux des institutions, du droit français et des représentations professionnelles, mais périphérique aux yeux de milliers de familles. Dans des contextes de crise, des précautions s'imposent et face aux contraintes multiples, des compromis s'élaborent.

Il en est ainsi également de la gestion des maltraitances graves et de viols sur mineurs, phénomène dans lequel les moins de treize ans occupent une place prépon-

dérante (ARS, 2023), et du vacillement des adultes entre traditions et protection de l'enfant.

Quel accompagnement mettre en place dans de telles situations ?

Quelle politique publique locale penser en rapport avec ces réalités du terrain ?

Comment penser une intervention sociale non violente ?

De quels outils disposent les professionnels pour éviter les violences institutionnelles, s'adapter aux contextes de l'accompagnement et favoriser le pouvoir d'agir des gens et leurs ressources propres dans une dynamique de résilience ?

Quelles sont les conditions institutionnelles les plus favorables pour construire les étayages les plus pertinents au regard des vulnérabilités les plus prégnantes dans le territoire ?

Le chapitre des violences subies par les femmes en Guyane est également une préoccupation majeure.

Selon de multiples sources, la Guyane se distingue par un haut niveau de violences, que ce soit à l'intérieur des ménages ou hors ménage (ministère de l'Intérieur, 2023, INSEE, 2017, CRPV Guyane, 2012).

Quelle est l'influence des représentations et stéréotypes sexistes dans la production de ces violences et comment s'articulent-elles avec la précarité sociale et le poids de l'histoire coloniale et esclavagiste ? Quelle socialisation et quel accompagnement promouvoir face à un tel phénomène ?



Bibliographie

Alì, M. (2023).

Autochtonie et question éducative dans les Outre-mer. Une enquête comparative en Guyane et en Polynésie française, Presses universitaires des Antilles.

ARS Guyane (2022).

Covid 19. La lettre Pro, n°357.

Bériet, G., Macedo, S., Qribi, A. et Vié, A. (2021).

Accès à l'école et qualité de l'éducation : une enquête qualitative dans 4 territoires guyanais. UNICEF-France.

CRPV Guyane (2012). Violences faites aux femmes en Guyane : d'une prise de conscience collective à un meilleur accès aux droits, Août.

Défenseur des Droits. (2023).

Rapport du défenseur des droits au comité des droits de l'enfant aux nations unies

Données S. (2014).

Les prestations familiales dans les Dom: évolution comparée avec la métropole de 2003 à 2013. Informations sociales, n° 186, 78-80. Familles en Guyane. Eléments d'analyse : Journées d'étude, Cayenne, 30-31 janvier 1992. (1993).

Editions caribéennes.

Ferrarini H. (2022).

Allons enfants de la Guyane. Éduquer, évangéliser, coloniser les Amérindiens dans la République. Anacharsis.

Guerraoui, Z. et Coulon-Reveyrand, O. (2011).

Transmission familiale et interculturelle : ruptures, aménagements, créations, Paris : Ed. In Press.

Guillemaut, F. (2013).

Un « dispositif de sexe et genre créolisé » L'exemple de la Guadeloupe et de la Guyane. L'Homme & la Société, n° 189-190, 163 -190.

Haut Conseil de la Famille, de l'Enfance et de l'âge. (2022).

La situation des familles dans les départements et régions d'Outre-mer (dom) : réalités sociales et politiques menées (Rapport)



Huber, F., Basurko, C., Oberlis, M., Alcouffe, L., Rousseau, C., Le Poulain, K., Gonzalez, A., Osei, L., Kpoussou, K., Vignier, N., Boceno, C. et Wiedner-Papin, S. (2023). La faim en Guyane française : un fléau endémique amplifié par la crise sanitaire. Santé Publique, n°4, Vol. 35, 417-422.

INSEE Analyse. (2017). Antilles Guyane. De nombreuses victimes de délinquance d'appropriation et de violences en Guyane., n°20. Janvier.

INSEE (2022). Diplômes-formations en Guyane 2019. 27/06.

INSEE (2023) ns176. Septembre Lefaucheur, N. et Brown, E. (2011). Relations conjugales et configurations parentales à la Martinique. Politiques sociales et familiales, n°106, 2011. Réalités sociales et politiques publiques dans les DOM. pp. 9-23.

Lefaucheur, N. (2018). Situations monoparentales à la Martinique et idéal sacrificiel du potomitan. Revue des politiques sociales et familiales, n° 127, 23-35.

Léobal, C. (2021). Les couleurs du logement social. Racialisations croisées et marquages de l'habiter en Guyane française. Terrains & travaux, n° 39, 61- 86.

Bibliographie

Marie, C-V. (2014). Mutations sociodémographiques dans les Dom : nouvelles sociétés, nouveaux enjeux, nouveaux défis, Informations sociales, n°186, éd. CAF,10-5.

Marie, C.-V et Antoine, R. (2022). Diversité et précarité : le double défi des univers ultramarins réalisé à la demande du HCFEA.

Marquet, J. (2010). Couple parental-couple conjugal, multiparenté-multiparentalité, Recherches sociologiques et anthropologiques, 41-2, En ligne : <http://rsa.revues.org/244>.

Qribi, A et Chapellon, S. (2018). Adversité et créativité dans le contexte de demande d'asile en Guyane française. Nouvelle Revue de Psychosociologie, n°25, 147-162

Qribi, A. (2021). Interculturalité, interethnicité et relation d'aide en Guyane. Des mots à la chose. Accompagner et soigner dans un contexte pluriethnique et pluriculturel. Regards et pratiques croisés en Guyane et ailleurs. In A. Qribi, S. Chapellon, C. Cécile et F. Rezki (Dir). Rennes, Presses de l'École de Hautes Études en Santé Publique, pp.37-53.

Sénat. (2011). Guyane, Martinique, Guadeloupe : L'évolution institutionnelle, une opportunité pas une solution miracle. Rapport d'information n° 410.

Singly (De), F. (2023). Les familles contemporaines : une tension entre les « je » individuels et les « nous » conjugal et familial, Recherches familiales, n° 20, 17-28.

Sudrie, O. (2013). Quel niveau de développement des départements et collectivités d'Outre-mer ? Une approche par l'indice de développement humain, Document de travail de l'AFD, n°129.

Temporal, F, Serges, D. (2014). Unions mixtes, genre et migration Le cas des Brésiliennes résidant en Guyane. Informations sociales, n° 186, 49-57.

Théry, I. et Leroyer, A-M. (2014). Filiation, origines, parentalité. Le droit face aux nouvelles valeurs de responsabilité générationnelle, Odile Jacob.

Thin, D. (2008). Pratiques éducatives des familles. In A. Van Zanten, Dictionnaire de l'éducation, pp. 329-331, Paris : PUF.

UNICEF (2023). Grandir dans les Outre-Mer : états des lieux des droits de l'enfant.

Zaouche Gaudron, C. (2017). Enfants de la précarité. Toulouse : Éditions Éres.



Echéancier, Modalités d'évaluation, Informations diverses :

Échéancier / Modalités d'évaluation

7 juin 2025

Envoi des propositions de résumé de communications.
Les textes ne doivent pas excéder 5000 caractères (espaces, titres et bibliographie compris). Les critères d'évaluation seront la pertinence par rapport à la thématique générale du colloque, ainsi que l'explicitation du cadre théorique et méthodologique soutenant la recherche ou l'expérience de terrain.

7 juillet 2025

Réponse quant à l'acceptation ou non des résumés.

9 janvier 2026

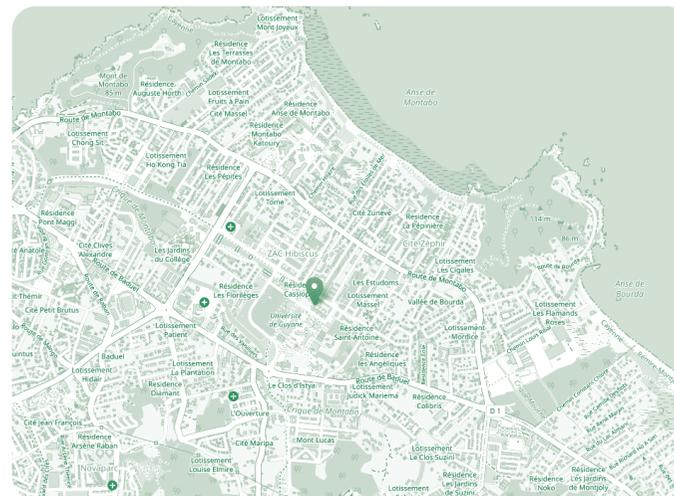
Envoi des textes des communications en vue d'une publication.

Comité scientifique :

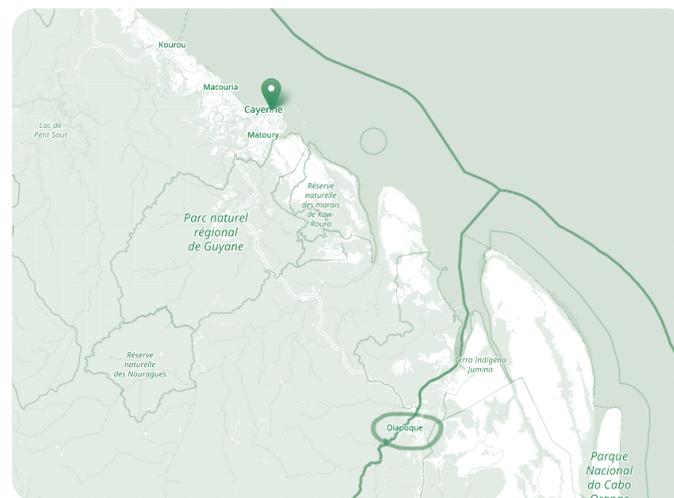
Erika BERANGER (Université de Guyane),
Grégory BERIET (Université de Guyane),
Atilas CARDOZO (DAREIC-Guyane),
Christian CECILE (Université de Guyane),
Claude CONAN (Caf-Guyane),
Josiane DA TRINIDADE DAMASCENO (Université de Macapa),
Mylène DANGLADES (Université de Guyane),
Damien DAVY (CNRS),
Nathalie DAYRE (CAARUD-Balata),
Clotilde DEMONTGOLFIER (Université Bordeaux),
Arlette GAUTIER (Université Bretagne Occidentale),

Luc GREFFIER (Université Bordeaux),
Mathilde KAMAL (Université de Guyane),
Silvia MACEDO (Université Paris-Est Créteil),
Malika MANSOURI (Université Paris-Nord),
Jean MOOMOU (Université de Guyane),
Arnaud PATURET (Université CNRS-ENS-Paris),
Abdelhak QRI-BI (Université de Guyane),
François REZKI (Université de Guyane),
Stéphanie RUBI (Université Paris-Descartes),
Pascal TOZZI (Université Bordeaux-UNESCO-Chaire ISNOV).

13 & 14 octobre - Université de Guyane - Cayenne



15 & 16 octobre - Saint-Georges & Oiapoque



L'ACCÈS AU COLLOQUE EST GRATUIT.